

CRISE DANS LA DÉMOCRATIE

Marcel Gauchet

ERES | « *La revue lacanienne* »

2008/2 n° 2 | pages 59 à 72

ISSN 1967-2055

ISBN 9782876120754

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-la-revue-lacanienne-2008-2-page-59.htm>

!Pour citer cet article :

Marcel Gauchet, « Crise dans la démocratie », *La revue lacanienne* 2008/2 (n° 2), p. 59-72.
DOI 10.3917/lrl.082.0059

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Nous publions, ici, le texte d'une conférence de Monsieur Marcel Gauchet faite à Grenoble à l'occasion de la sortie de ses deux ouvrages parus à l'automne 2007 : les deux premiers volumes de l'Avènement de la démocratie, intitulés respectivement La révolution moderne et La crise du libéralisme (Ed. Gallimard). Notre insistance à sa venue est étroitement liée à l'importance que nous, analystes, attachons à la nécessité d'une appréciation juste de la situation actuelle de la démocratie moderne. En effet, l'auteur nous propose une lecture du passage d'un modèle social organisé par la référence à une extériorité transcendante divine, à cet autre modèle dit moderne ou actuel, lequel se réfère à l'immanence subjective intériorisée de l'individualisme autonome. Si, dans notre pratique, nous en entendons les effets négatifs, péjorants et déstabilisants sur la subjectivité et sur le lien social, encore semble-t-il essentiel de connaître non pas ce qui imaginativement en serait la cause directe mais d'être informés dans quelle évolution au long cours s'inscrit cette perturbation et ce nouveau malaise dans notre civilisation.

Nous remercions Monsieur Marcel Gauchet d'avoir accepté de venir parmi nous pour en débattre et également d'avoir consenti à la publication de sa conférence dans notre revue.

Jean-Paul Hiltenbrand

Crise dans la démocratie

Marcel Gauchet

Éléments du malaise actuel

Comment caractériser la situation actuelle de la démocratie ? Elle est éminemment paradoxale puisqu'on pourrait légitimement soutenir que jamais la démocratie ne s'est aussi bien portée. Le principe de la démocratie a universellement gagné, planétairement gagné, je dis bien le principe. Elle n'a plus de vrais adversaires ni personne pour prétendre lui substituer un régime meilleur. La vitalité de la revendication démocratique n'a jamais été aussi vigoureuse. Il n'empêche que, d'autre

part, les citoyens de nos démocraties solidement installées sont en proie à un *malaise profond*. Un malaise extraordinairement difficile à cerner. Pour me contenter d'une simple allusion à des événements récents, ce malaise ne se réduit évidemment pas à l'abstention électorale ou à la perte de confiance dans les institutions. Un malaise dont le cœur me paraît être le sentiment de dépossession et d'impuissance.

Pour le traduire en des termes plus classiques de notre tradition politique, ce malaise me semble procéder d'un

divorce entre la liberté et le pouvoir. Nous sommes de plus en plus libres à titre individuel mais cette liberté compte de moins en moins dans le façonnement du destin collectif. Nous avons de moins en moins de pouvoir collectivement parlant. C'est ce en quoi la démocratie perd son sens car elle est proprement la conversion de la liberté de chacun en pouvoir de tous. C'est cela que nos démocraties ne savent plus faire. Pour le dire d'une manière plus complète : la démocratie rassemble deux choses comme le signale l'expression de *démocratie libérale*. La première, la composante libérale : les libertés privées des personnes, leurs droits et leurs garanties et la seconde, la composante proprement démocratique : la transformation de ces libertés en puissance collective, en auto-gouvernement. L'étrange phénomène dont nous sommes témoins est que la signification même du mot de démocratie a changé. Dans l'acception de tous les jours, dès qu'on prête attention au phénomène, on a d'innombrables témoignages où le mot démocratie ne désigne plus que la garantie des libertés privées. Nous avons oublié le second volet dans le couple : la puissance publique. L'idée libérale l'a emporté sur le versant démocratique : le gouvernement du peuple par lui-même. Voilà, me semble-t-il, ce qui constitue le vif de la crise dans la démocratie dont nous sommes les acteurs et les témoins.

Essai d'interprétation de la crise

A quoi rapporter cette crise ? C'est autour de ce point que tourneront les réflexions que je vais vous proposer. On

ne peut pas ici ne pas partir d'une interprétation omniprésente qui se donne pour la réponse à cette question : l'interprétation économique. Vous connaissez tous le diagnostic : c'est la faute à la mondialisation néo-libérale et au règne des marchés. En un mot, à la prise de pouvoir par les intérêts capitalistes. Cette interprétation n'est évidemment pas sans avoir de puissantes réalités pour elle. Je n'ai pas le temps de la discuter, nous pourrions y revenir. Je me contenterai de poser comme thèse, que je vous demande provisoirement de m'accorder avant que nous en discussions, qu'elle est fautive en dernier ressort tout en traversant des éléments importants de vérité. Elle est incomplète. Remarque d'actualité, c'est d'ailleurs le grand problème de la gauche actuelle du point de vue théorique. Cette lecture des faits ne peut la conduire qu'à une protestation impuissante, comme on le voit tous les jours. Et dans le meilleur des cas, à reculer pour mieux sauter car, juste retour des choses, on ne peut pas tout demander à l'économie et s'étonner ensuite qu'elle vous dicte sa loi.

D'où l'enjeu de mon travail, dont mon dernier ouvrage est le fruit, celui de proposer une grille d'interprétation alternative par rapport à cette lecture « économiciste ». J'essaie de prendre le maximum de recul historique par rapport à la situation actuelle afin de replacer cette présente crise dans la démocratie à l'intérieur de la longue durée du phénomène multiséculaire dont il procède, d'où ce titre *L'Avènement de la démocratie* (Tome 1 et 2 aux Éditions Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 2007).

Le passage de l'hétéronomie à la structuration autonome

Qu'y a-t-il derrière l'avènement de la démocratie qui puisse expliquer les vicissitudes de son histoire ? À mon sens, il est indispensable pour s'y retrouver dans notre situation d'examiner, au-delà de la conjoncture, la dynamique globale du mouvement démocratique. La démocratie, dans le sens qui me paraît convenir, est le concept englobant de la modernité. Toutes les définitions qu'on a pu donner de la modernité sont partielles. Même les plus grandes de ces interprétations n'en saisissent qu'un aspect et débouchent sur des lectures unilatérales ou tronquées. La modernité, dira l'un, c'est le capitalisme (Marx), c'est l'égalité des conditions dira l'autre (Tocqueville), c'est la science et la technique (Heidegger). Et l'on pourrait continuer... Tout cela compte, comment en douter, mais à l'intérieur d'un processus plus général. Un processus plus général qu'on peut résumer dans l'expression *d'autonomisation du monde humain* sous l'effet du processus de sortie de la religion : le véritable processus générateur du monde moderne, à mon sens.

La démocratie dans son concept le plus fondamental est la mise en forme politique de l'autonomie humaine. Car la sortie de la religion n'est pas la sortie de la croyance religieuse, c'est la sortie de la structuration religieuse du monde humain. Nous sous-estimons ethnocentriquement ou présentocentriquement la part de la religion dans les sociétés anciennes. Et nous gagnerions pourtant

à y regarder de plus près quand nous avons à nous heurter, hors du monde occidental, à des sociétés encore largement structurées par la religion auxquelles, il faut bien le dire, spontanément nous ne comprenons rien, avec les dégâts qui ne manquent pas de s'en suivre.

La religion, ce ne sont pas d'abord des idées religieuses. La religion est une manière d'être complète des communautés humaines, impliquant un type de pouvoir, un type de liens entre les êtres, un type d'inscription dans le temps, un mode de cohésion des collectifs et des groupes en général. La sortie moderne de la religion, depuis le XVI^e siècle, est l'arrachement très lent sur cinq siècles

à cette manière religieuse d'être. Une manière religieuse d'être que l'on peut ramasser dans la notion d'*hétéronomie* la loi de l'autre à savoir la constitution de la société humaine, sous l'ensemble de ses aspects, par une loi extérieure d'origine transcendante qui la domine. La sortie moderne de la religion est l'extraction de cette structuration religieuse et le passage dans un autre mode de structuration : *la structuration autonome*. Ce processus à l'œuvre, depuis cinq siècles, mérite le nom de révolution moderne. La révolution moderne est la révolution qui court à travers toutes les révolutions justement repérées dans le cours de ces siècles : les révolutions scientifiques, les révolutions politiques d'Angleterre, de France, des États-Unis, la révolution industrielle. Toutes ces révolutions se ramènent à une même révolution qui s'exprime dans une diversité de registres de la pensée jusqu'aux modes de

production en passant par l'organisation politique des sociétés. Cette révolution n'est pas seulement derrière nous, elle est toujours devant nous, elle continue, elle n'est pas achevée, elle se poursuit. C'est elle qui est à l'œuvre au milieu de nous. Elle vient même de connaître une relance spectaculaire depuis quelques décennies. J'essaierai très rapidement de caractériser ses dernières expressions. Nous n'en avons pas terminé, quoique nous croyions, avec le passage de la structuration hétéronome à la structuration autonome. Nous sommes emportés par une nouvelle vague du processus. Voilà ce qui est derrière la crise dans la démocratie qui nous travaille. Aborder le problème dans ces termes permet de mieux affronter le paradoxe que je pointais au départ.

Crise de croissance de la démocratie et déliaison des collectifs

Nous avons affaire à une crise de croissance de la démocratie. C'est son approfondissement même qui rend problématique son exercice et son fonctionnement. L'extension de ses composantes rend difficile de les tenir ensemble, de maîtriser les différentes dimensions par lesquelles elle passe. Cette crise de croissance n'est pas la première dans l'histoire de la démocratie mais la seconde. Nous pouvons mettre notre situation des années 2000 en parallèle avec la situation des années 1900. À ce moment là aussi, on a affaire à une poussée irrésistible du principe démocratique. Nous autres, Français, y sommes moins sensibles de par la particularité de notre histoire politique qui

fait en particulier que nous vivons dans un régime de suffrage universel depuis 1848, pour passer sur les quelques vicissitudes du phénomène. Mais 1900 est le moment où, je vous le rappelle, il y a deux Républiques sur le continent européen : la Suisse et la France ; il y en a trois grandes dans le monde avec les États-Unis. 1900 est le moment où l'on se bat partout en Europe pour le suffrage universel, en Belgique, en Hollande, en Italie où il sera établi seulement en 1912. C'est le grand conflit politique de l'époque. Tous les analystes d'alors en sont d'accord, la pression en faveur du suffrage universel est invincible. C'est d'ailleurs, à ce moment-là, qu'apparaît l'expression d'*avènement de la démocratie* pour désigner ce processus. C'est aussi le début du mouvement de grande ampleur en faveur du suffrage féminin. C'est avant la Première Guerre mondiale, la Norvège, en Europe, par exemple, que le suffrage féminin commence à entrer dans les faits dans un certain nombre de pays du monde. Devant cette poussée des masses, la démocratie politique est frappée d'impuissance comme aujourd'hui. C'est le grand moment du rejet du parlementarisme : on assiste au développement de contestations radicales, au nom de la révolution sociale à l'extrême gauche, au nom de la nation à l'extrême droite, qui culmineront dans les années 1930.

Les totalitarismes se légitimeront, on l'oublie trop, comme les régimes capables de répondre à la crise du libéralisme et de lui apporter une solution. Il ne s'agit pas du tout de suggérer que la crise de croissance nouvelle où nous nous enfonçons est du même ordre. Les

différences sont patentes, à commencer par l'absence de contestations ouvertes et violentes de la démocratie. À mon sens, notre crise présente dans la démocratie est même, à beaucoup d'égards, de signe inverse par rapport à la précédente, y compris du point de vue des périls qui nous menacent. Ce n'est pas le totalitarisme que nous avons à craindre mais la déliaison ou la dissociation, la désarticulation plus ou moins chaotique des collectifs. Ce n'est pas le pouvoir total que nous avons à redouter mais l'impuissance complète.

Si notre crise de croissance est si différente de la précédente, en dépit de sa similitude de nature, c'est bien sûr parce qu'elle vit des acquis de la réponse que les démocraties libérales ont su trouver à leur première crise de croissance, à distance des solutions totalitaires.

Cette issue démocratique à la crise du libéralisme s'est jouée dans les années 1945-1975, les « Trente Glorieuses », comme les a appelées Jean Fourastié. Toutefois si le phénomène le plus saisissant de ce moment a été, bien sûr, une phase de haute croissance exceptionnelle dans l'histoire humaine, ces trente années ont été surtout, me semble-t-il, les années du *miracle politique de la stabilisation* des démocraties libérales. Nous nous reposons, nous vivons sur l'acquis, nous sommes peut-être en train de dilapider l'acquis de ce moment où se sont posées les assises sur lesquelles repose le fonctionnement présent de nos sociétés. Il n'empêche que si différentes, et même opposées qu'elles soient dans leurs mani-

festations, la première et la seconde crise des démocraties ont le même principe : ce sont des crises de croissance liées à l'avancée de la révolution de l'autonomie qui bouleverse l'organisation collective et qui rend son gouvernement problématique. La croissance démocratique entraîne la perte de maîtrise des différents axes que suppose le fonctionnement selon l'autonomie.

Le triple aspect de la structuration autonome

C'est pourquoi, si l'on veut aller plus loin dans l'intelligence de cette crise de croissance, il faut détailler un peu davantage ce que veut dire en pratique le fonctionnement autonome d'une communauté humaine. Il comporte plusieurs composantes. Cette nouvelle manière d'être des communautés humaines que nous voyons se mettre en place depuis le XVI^e siècle passe par trois axes : *le politique, le droit, l'histoire*.

Le passage de la structuration hétéronome à la structuration autonome, c'est d'abord l'apparition d'une *nouvelle forme politique* essentiellement différente de celles qu'on avait connues jusqu'alors : la Cité, le Royaume ou l'Empire. Cette nouvelle forme, donnons-lui son nom le plus convenu, pour faire court : l'État-nation. En mesurant bien ce qu'implique ce doublet : une nouvelle forme de communauté politique et un nouveau type de pouvoir à l'intérieur de cette communauté. Pour ne prendre que le trait le plus saillant, (je n'ai pas le temps de développer mais je puis essayer de rendre sensible cette

différence) le pouvoir selon la structuration religieuse sur des modes à la fois variés et monotones, c'était l'incarnation du principe invisible ou transcendant dans un être de chair et de sang, dont la figure qui nous est la plus familière est le Roi sacré : Celui dans lequel s'atteste l'assujettissement de la communauté humaine à plus haut qu'elle. Avec la révolution de l'autonomie, le pouvoir devient l'État c'est-à-dire une machine impersonnelle, abstraite, désincarnée, à délier le ciel et la terre et à gouverner la communauté selon ses raisons internes. C'est pourquoi il faut qu'il y ait d'abord l'État pour qu'il y ait la démocratie telle que les Modernes l'entendent, à la grande différence de la démocratie des Anciens. Le propos peut paraître bien abstrait. Il a une application quotidienne dans notre incapacité avérée à implanter la démocratie dans un certain nombre de régions du monde comme l'Afrique par exemple. Sans État, vous pouvez rédiger toutes les constitutions que vous voulez et faire pression sur les gens pour qu'ils fassent semblant de les appliquer, le processus reste parfaitement dépourvu de tout ancrage.

La structuration autonome va passer ensuite par le droit. Je ne parle pas ici du droit positif des juristes mais du *droit fondamental*, celui qui définit non pas simplement le légal mais le légitime : le fondement du droit, *le principe de légitimité*. Était légitime dans des sociétés religieuses ce qui venait d'en haut, le droit de Dieu. Le droit dans son expression humaine attestait l'autorité du tout, ce qui englobe et ordonne. À l'opposé, la révolution moderne du droit consiste en

ceci que le droit originaire des individus devient source de toute légitimité. Ce qui fait le légitime, ce sont les droits détenus primitivement par les individus, de telle sorte que toute autorité légitime et toute règle collective doivent procéder de l'accord de ces individus. Soit ce que nous appelons « *les Droits de l'homme* » depuis la fin du XVIII^e siècle. Pour extrapoler et pour faire ressortir tout de suite la force de renversement tout à fait d'actualité, inscrite dans ce basculement, l'hétéronomie posait qu'il n'y a au départ que des collectifs, tandis que les individus ne sont rien. À l'opposé, en ce qui concerne l'autonomie, quand on va à la limite de ses implications, il n'y a que des individus ; les collectifs qu'ils forment ne sont que ce qu'ils veulent en faire. C'est très exactement ce qui est arrivé, sous nos yeux, en très peu de temps, à la famille. Une institution dont la définition même s'est volatilisée sous l'effet de la pénétration progressive de ce nouveau principe de légitimité. Ce qui compte c'est ce que les individus font de leur famille ; en tant que telle, elle n'a pas de consistance institutionnelle.

Troisième composante de l'autonomie, la plus massive, la plus flagrante, et la moins bien comprise : l'Histoire ou pour mieux dire, *l'orientation historique*. Car il va de soi que toutes les sociétés sont historiques en ceci qu'elles sont toutes soumises à la génération et à la corruption, en ceci qu'elles ne peuvent pas ne pas changer. Mais notre société est historique d'une manière tout à fait originale, au rebours de la totalité des sociétés humaines depuis que nous les connaissons : notre société *veut* changer.

Elle s'organise autour de son propre changement délibéré. L'hétéronomie, la structuration religieuse, c'est le règne du passé, c'est l'obéissance à la tradition : toutes les règles, toutes les manières de faire, tous les usages, toutes les manières d'être et de parler nous viennent d'avant. Nous n'avons qu'à leur obéir et qu'à les transmettre à ceux qui nous succéderont, comme elles valaient pour ceux qui nous ont précédés. Le passage à l'autonomie emporte comme conséquence une révolution dans l'orientation temporelle des sociétés. Elle disqualifie le passé et fait passer le temps qui compte du côté de l'avenir. Cela change tout en Europe, entre 1750 et 1850, où l'on peut tenir ce basculement géologique pour acquis dans la manière de fonctionner et de se représenter les sociétés. En fait, quand on y travaille, on s'aperçoit que nous ne comprenons que les sociétés historiques et que spontanément nous projetons nos grilles sur les sociétés du passé d'une manière qui nous rend difficile de comprendre la manière dont leurs acteurs les voyaient.

Le « renversement libéral » de la société de l'histoire

Ce basculement du passé vers l'avenir change en particulier le rapport entre le pouvoir et la société. Dans la structuration hétéronome, le pouvoir était tellement au-dessus de la société qu'il n'y avait pas même à proprement parler de société. Il y avait un corps politique soudé à ce pouvoir qui se présentait comme sa cause. Avec l'orientation historique vers l'avenir, tout se renverse. C'est la société qui est première en tant

que lieu du changement, en tant que lieu de l'action pour la production de l'histoire et la production tout court. Le pouvoir est second, il est réputé l'effet de la société, il n'a plus de sens qu'à la représenter. C'est ce renversement de priorité du pouvoir-cause au pouvoir-effet, sous l'impact de l'orientation historique, que je propose d'appeler *renversement libéral*. Il fonde notre idée du pouvoir par représentation, sur la base de la liberté privée des individus dans la société civile qui se présente comme distincte de l'État et qu'il s'agit de protéger contre les empiètements de l'État. Nous pouvons parler en ce sens d'une structure libérale des sociétés modernes à distinguer soigneusement du libéralisme comme idéologie. S'il est si difficile de s'entendre sur ce terrain et sur ce qu'on met derrière ce mot, c'est qu'on confond sans cesse les deux registres. L'autonomie n'est pas seulement une idée, un idéal se donner sa propre loi c'est bien plus fondamentalement une manière de se produire soi-même dans le temps, incarnation concrète qui détermine la manière dont on peut se donner cette fameuse loi.

De la production à la dépossession

Sous l'autonomie qu'on se représente, il faut identifier l'autonomie réalisée ou en voie de réalisation, au travers de ses différentes composantes en mouvement, dont le règne ne cesse de s'étendre. C'est là qu'est tout le problème de la démocratie dans son histoire. Je serai très rapide sur ce point mais il n'est pas totalement inutile de montrer la difficulté de la chose : il suffit d'énoncer ses composantes pour

mesurer ce qu'elles ont toutes de problématique : l'État permet la maîtrise de la communauté politique, il lui en donne les moyens, en revanche il peut aussi écraser la communauté politique. Le droit des individus permet la liberté mais il peut aussi jouer contre la collectivité, à la limite il peut empêcher sa formation. L'Histoire, comme Hegel l'avait génialement identifiée, c'est la liberté dans son sens le plus fort puisque c'est ce au travers de quoi nous faisons notre propre monde concrètement. Toutefois cette expression de l'autonomie peut nous échapper. Nous faisons l'Histoire, c'est nous qui la produisons, personne d'autre, mais nous ne savons pas l'histoire que nous faisons et nous ne savons pas où elle nous mène. Une autonomie dans la dépossession est évidemment une contradiction dans les termes.

Pour pleinement comprendre notre situation et l'enjeu propre qui a été celui de l'histoire du XX^e siècle, il faut préciser la manière dont s'est effectuée cette genèse. Autour de 1900 en effet, elle a connu une mutation profonde qui est à l'origine des catastrophes du XX^e siècle mais aussi de ses réussites extraordinaires. Car l'histoire du XX^e siècle, plus qu'aucune autre, est à double-face : une tragédie sans précédent et aussi un âge d'or, (je reprends l'expression de quelqu'un qui n'est pas suspect d'adoration du monde où nous vivons : Eric Hobsbawm), « un âge d'or » sans précédent au travers de cette phase de stabilisation et de croissance des démocraties que j'évoquais tout à l'heure.

Le parcours de l'autonomie jusqu'à la fin du XVIII^e siècle s'effectue sous le signe d'une illusion de perspective permanente. Un élément chasse l'autre au cours des trois vagues de la modernité qui se succèdent.

-1500-1650, pour prendre des dates rondes : surgissement du politique, donc, avènement de l'État qui paraît suffire à tout, s'agissant de tenir ensemble les corps politiques.

-1650-1800 : le politique est supplanté par le droit qui semble en mesure de donner une définition complète de la communauté humaine. Ambition qui est à son sommet dans un événement qui nous est familier la Révolution française, la révolution des Droits de l'homme, révolution dont l'ambition est de re-construire intégralement la société politique sur ses bases de droit.

-1800-1900 : l'histoire chasse le politique et le droit. Le renversement libéral s'installe en renouvelant de part en part le fonctionnement collectif et en créant l'impression qu'on tient la forme définitive de l'établissement humain. C'est l'illusion lyrique du XIX^e siècle libéral, le siècle de l'histoire. L'homme chez qui cette illusion d'auto-suffisance et d'exhaustivité de l'événement historique est portée à son paroxysme est Marx. Pour Marx, la révolution prolétarienne n'est rien d'autre que la réalisation de la société pleinement et purement sociale, c'est-à-dire associative, grâce à la *destruction du politique et du droit*, qui sont, à l'intérieur du capitalisme, les vestiges de l'ancienne société d'oppression. L'émancipation humaine, c'est l'advenue pleine et entière du social historique, débarrassé de ses carcans passésistes que sont le politique et le droit.

De 1500 à 1900 donc, nous avons une première phase de l'histoire moderne qui voit le déploiement successif des trois composantes structurelles de l'autonomie sous le signe d'une illusion de perspective. Dans chacune de ces trois vagues, on a l'impression que ces différents éléments se suffisent à eux-mêmes et contiennent la définition complète et définitive de la communauté humaine. C'est l'illusion politique. C'est l'illusion des Lumières, trop confiantes dans le droit rationnel, c'est l'illusion de la pensée de l'histoire au XIX^e siècle, illusion qui se divise entre une version modérée : le progrès, et une version radicale : la révolution.

Ce qui se passe autour de 1900, et qui fait le fond de la crise dans le libéralisme qui se joue alors, c'est la découverte que ces trois éléments sont à tenir ensemble. Le politique et le droit font retour au milieu de l'histoire. En fait, ils n'avaient jamais cessé d'être là souterrainement mais cette fois ils s'imposent ouvertement en posant un problème inédit. Il est nécessaire d'articuler ces différentes composantes dont aucune ne peut être éliminée par les autres, bien qu'elles se veuillent toutes autosuffisantes.

La démocratie de régime mixte

La démocratie des Modernes va devenir, va devoir être un *régime mixte*, pour reprendre une très ancienne expression dont les racines remontent à la *Politique* d'Aristote et qui aboutit chez Saint Thomas, en passant par Polybe. Ce régime mixte était la combinaison idéale des trois formes pures de gouvernement

que sont la *monarchie* : le gouvernement d'Un ; l'*aristocratie* ou l'*oligarchie* : le gouvernement de plusieurs ; la *démocratie* : le gouvernement de tous. La démocratie mixte, le régime mixte des Modernes, va être, lui, un composé associant l'individualisme juridique des fondements en droit, le cadre politique de l'État-nation et le gouvernement de l'histoire. Sauf que cette synthèse, ce mélange, cette articulation sont extraordinairement difficiles à réaliser. Je n'ai pas le temps de suivre les contrecoups de cette crise du libéralisme et de montrer comment en particulier les totalitarismes de signes opposés en sortent dans le sillage de la Première Guerre mondiale. Ils sont chacun à leur façon des réponses à cette crise et prétendent opérer cette synthèse, en fait de manière uniforme, en dépit de leur opposition radicale idéologique, par une même solution qui est la subordination générale de la totalité collective au politique. Je me contente d'évoquer ce point.

Toujours est-il que cette synthèse, beaucoup de bons esprits, mesurant de manière assez lucide l'étendue du problème, la jugeaient impossible dans l'entre-deux-guerres. Moment de grand pessimisme sur l'avenir du monde démocratique qui paraissait presque inexorablement condamné à être écrasé et recouvert par des régimes de force... Eh bien ! Cette synthèse qu'on croyait impossible se trouve tant bien que mal entre 1945 et 1975, et son histoire est à écrire. C'est à ce moment-là que se trouve la formule de la *démocratie libérale* telle que nous la connaissons. En fait, jusqu'en 1945, ce qu'on

appelait démocratie libérale, sous le signe du suffrage universel, méritait plus proprement le nom de libéralisme démocratisé, démocratisé par l'élargissement du système représentatif, au départ censitaire, au corps électoral entier, au moins masculin. De démocratie libérale, dans la rigueur de l'expression, on ne peut véritablement parler que dans cette redéfinition très profonde de l'esprit de nos régimes qui se forge au cours des trente années qui suivent la Seconde Guerre mondiale. On avait déjà oublié, au moment où Monsieur Fukuyama nous a prophétisé la fin de l'Histoire vers 1990, que nous avions connu exactement le même discours vers 1970, vingt ans avant. La technocratie rationnelle, le gouvernement planificateur des sociétés industrielles, voilà quelle était paraissait alors la fin de l'Histoire ! Il était permis de croire que nous avions trouvé la martingale pour faire fonctionner nos régimes au mieux, avec des variantes locales, et on ne voyait pas bien ce qu'il y avait à trouver de plus : croissance, redistribution, libertés en voie de conquête. On pouvait également être raisonnablement optimiste sur la convergence du régime soviétique avec les régimes de l'Ouest au titre des nécessités de la société industrielle.

Processus de dé-traditionalisation et orientation futuriste

Cette perspective crédible de la fin de l'Histoire s'est révélée aussi trompeuse en 1970 qu'en 1990. L'Histoire n'était pas finie, loin s'en faut ! La synthèse qu'on avait trouvée n'était qu'approximative et très provisoire. Tout repart,

au cours des années 1970, sous le signe d'une crise qui n'en finit pas et dont on voit bien, très vite, qu'elle est infiniment plus qu'une crise économique. Ce qui se joue en vérité à partir des années 1970, de manière ouverte, car la chose se préparait depuis un moment, c'est une relance d'ensemble de la définition des éléments de l'autonomie. Depuis, le phénomène n'a fait que se confirmer et s'amplifier. Nous sommes témoins, nous vivons au milieu d'un triple approfondissement du politique, du droit et de l'orientation historique — de l'orientation historique et de ce qui va avec, l'activité économique. Au cours de ces trente ou trente-cinq dernières années, nos sociétés ont achevé de basculer complètement du côté de *la production du futur*. Nous sommes passés dans des économies de l'innovation et des sociétés du changement où toutes choses sont considérées au quotidien sous l'angle des transformations qu'on pourrait leur apporter au titre de l'optimisation, de la réforme et du simple plaisir de changer, très important... et très révélateur.

Cette accentuation de l'orientation vers l'avenir s'est traduite dans un phénomène fondamental de la dernière période qui est l'achèvement du *processus de dé-traditionalisation*. La dé-traditionalisation ne date pas des années 1970, elle vient de très loin, on peut très légitimement la faire remonter à la deuxième moitié du XVIII^e siècle où l'on commence à remettre en question le stock des préjugés et des coutumes dont on ne voit pas pourquoi on continuerait de les suivre. Il reste que depuis le moment où ce processus s'était

engagé, la part de tradition effectuant demeurait une dimension essentielle de nos sociétés. On suivait la tradition sans la révéler. Ce n'est plus le cas. Nous ne reposons plus sur aucun socle de passé faisant autorité. Rien de plus significatif, à cet égard, qu'un phénomène comme la disparition totale de la latinité et la mort des humanités — humanités qui étaient le noyau dur du principe de tradition vivant dans notre monde. Le choc pour nos systèmes d'enseignement est majeur. Il n'y a pas de sens à le déplorer mais c'est un fait dont il faut mesurer la portée.

Cette accentuation de l'orientation futuriste est directement responsable de la crise de l'avenir. Crise de l'avenir c'est-à-dire crise de la représentation de l'avenir, de la possibilité de s'en donner une image cohérente et plausible. Si nous sommes incapables de donner une image d'ensemble de cet avenir auquel nous travaillons avec une ardeur décuplée, c'est précisément parce que le changement s'est démultiplié et systématisé à tous les niveaux, de telle manière que son résultat global, l'agrégat de tous les changements, qui serait la figure de l'avenir, est proprement insaisissable. Sa figure ne cesse à ce point d'évoluer qu'aucun schéma ne paraît en mesure de la fixer ou a fortiori de nous permettre de la maîtriser.

Le politique comme infrastructure et le vecteur du droit

À côté de cet approfondissement de l'orientation historique, la décantation de la forme politique État-nation a connu une accélération non moins

considérable. Nulle part elle n'a été aussi spectaculaire que dans l'aire européenne, du fait précisément de la construction d'une fédération d'États-nations.

Ici, se présente une difficulté tout à fait particulière : cette mutation du politique est restée comme invisible. Elle n'a pas été perçue, très généralement, pour la bonne raison qu'elle a consisté à faire passer complètement le politique du côté de l'infrastructure. Dans la définition classique, le politique était la superstructure par excellence, ce qui commande d'en haut. Non seulement dans la tradition il se voyait mais il voulait qu'on le voie, il était éclatant, ostensible. Eh bien ! le politique n'est plus dans notre monde ce qui commande par en haut, il est devenu ce qui soutient par en bas. Il est la véritable infrastructure fonctionnelle et symbolique de nos sociétés. L'infrastructure qui permet, par exemple, à l'économie, à la soi-disant infrastructure économique, de fonctionner. Enlevez le politique et regardez ce qu'il reste des institutions économiques : à mon avis, très peu de choses. Mais l'effet redoutable de ce passage dans l'infrastructure est que nous ne voyons plus le politique, alors qu'il se rappelait de partout à notre attention et que nous vivons dans l'illusion de pouvoir nous en passer.

Ce qui se voit dans notre monde, c'est une chose et une seule qui a monté en puissance au point de paraître occuper toute la place. Nous voyons le *vecteur du droit*, sous ses deux aspects, sociologique et politique.

Aspect sociologique : je fais allusion à la phase d'individualisation massive que nous avons connue depuis 30 ans, phénomène bien connu sur lequel je n'ai pas besoin de m'étendre et dont il est important tout de même de noter que les effets se retrouvent partout, de la famille à la politique.

Aspect politique : l'avènement d'une nouvelle démocratie en fonction du même facteur juridique saisi sous un autre angle : la démocratie des Droits de l'homme. Ce qu'on enferme plus communément, d'un point de vue universitaire, dans l'expression d'État de droit. Mais je crois que l'expression *démocratie des Droits de l'homme* rend davantage justice à l'ensemble des aspects du phénomène. Entendons sous cette dénomination la démocratie qui se remet à l'école de ses fondements : la liberté et l'égalité des individus.

La démocratie contre elle-même

Nous arrivons ici au cœur de notre crise de croissance de la démocratie. Qui peut douter que cette plus grande rigueur dans la garantie des libertés personnelles et dans leur traduction sous forme de droits positifs représente une avancée de la démocratie ? Cela va de soi. Mais en même temps, cette démocratie des Droits de l'homme est une démocratie contre elle-même. Et, à la lumière des développements qui précèdent, on peut mieux comprendre pourquoi. Une démocratie contre elle-même parce que c'est une démocratie sans l'Histoire et contre le politique et de ce fait, une démocratie menacée par l'ineffectivité. Plus ses principes règnent, moins elle a de prise

effective sur les choses. Parce qu'elle refuse le cadre qui lui permet d'exister et les instruments dont elle a besoin et parce qu'elle ne s'occupe pas de la matière dont elle devrait traiter pour avoir du sens, à savoir le changement historique.

La démocratie des Droits de l'homme est en proie à deux universalismes qui en fait sont jumeaux, même s'ils ne sont pas défendus par les mêmes personnes et même si les personnes qui les défendent s'opposent souvent. L'universalisme des droits personnels selon lequel il n'y a que des individus et un autre universalisme, dont on ne souligne pas assez qu'il est l'incarnation pratique de l'universel dans notre monde, celui de l'argent, l'universalisme opérationnel des marchés financiers. Ces universalismes parallèles imposent, à une échelle jamais vue, l'idéal de voir les mêmes règles régner partout, n'importe où, à propos de n'importe quoi. Au regard de ces universalismes, les communautés historiques particulières que sont les États-nations, grands ou petits, sont dépourvues de toute pertinence et même d'une étroitesse insupportable. S'ancrer dans une histoire, c'est se condamner à une particularité qui est une offense à l'universalisme des références qui seules peuvent valoir. Nos sociétés sont faites d'individus et de capitaux de nulle part dans le temps et dans l'espace.

Universalisme des Droits de l'homme et illusion de l'impouvoir politique

La démocratie des Droits de l'homme est contre le politique, dans son inspiration profonde, parce qu'elle pose

la liberté des personnes comme contradictoire avec le pouvoir dans son principe le plus général alors que celui-ci en est l'instrument nécessaire.

S'il y a une métamorphose de l'esprit public dans nos sociétés, dans la dernière période, c'est celle-là ! Dans ce moment 1900 que j'évoquais tout à l'heure, les peuples dans leurs revendications du gouvernement selon le suffrage universel n'avaient qu'une aspiration : se saisir du pouvoir pour le meilleur et pour le pire. Les nôtres sont mus par une inspiration exactement opposée : accomplir la liberté en se délivrant du pouvoir. L'esprit de liberté aujourd'hui vise une liberté privée, dans un sens très profond, qui veut s'accomplir en se retirant de l'histoire se faisant et en s'abstrayant, autant que faire se peut, d'un cadre d'exercice politique, lequel le rattrape fatalement. Car on ne se débarrasse à volonté ni de l'histoire ni du politique. C'est sur ce terrain que l'on mesure au mieux la différence avec les années 1930. Celles-ci étaient dominées par l'illusion, qui a perduré bien après et jusque pas très loin de nous, que le politique pouvait tout, que bien conduit, instruit par une doctrine pertinente, il avait la capacité de s'étendre à tout et de modeler l'ensemble des sociétés. Davantage encore qu'il avait la faculté de maîtriser définitivement l'invention historique grâce à une science de l'histoire, d'une espèce ou d'une autre, capable d'en pénétrer la destination.

Notre illusion à nous, en regard, celle qui domine l'esprit public de nos sociétés dans le moment présent, c'est

l'illusion de l'impouvoir, pour prendre la face négative du phénomène. Ou, si l'on regarde maintenant la face positive, l'illusion que les sociétés peuvent et sont faites pour fonctionner toutes seules, de manière automatique, avec le moins de politique possible. Soit une politique réduite à la gouvernance, pour reprendre l'expression qui ne fait pas florès par hasard aujourd'hui, à tous les niveaux, même à celui du conseil municipal. Le moins de politique possible, voire plus du tout de politique, grâce à un fonctionnement autorégulé élargi de proche en proche à l'échelle mondiale, avec en perspective la dissolution du politique dans le marché mondial. En somme, la prophétie de Marx, dans les années 1840, à l'époque de *l'Idéologie allemande*, mais avec cette différence notable que c'est le capitalisme qui se charge de l'accomplissement de la prophétie marxienne, pas la révolution prolétarienne, ce qui en change sensiblement la signification et la portée. Si tel devait être le cas, mais j'avoue que je ne suis pas très inquiet sur la survenue de ce cas de figure, nous aurions la liberté sans la démocratie mais avec des contraintes bien pires. Car le marché et la lutte de tous contre tous, même pacifiée, même ramenée à la concurrence des *egos*, sont des maîtres bien plus redoutables que nos États passablement édentés. Il est beaucoup plus probable, bien avant cette échéance, que le mur écologique soit là pour nous rappeler que nous ne pouvons pas marcher à l'aveuglette, en nous fiant à la mécanique des autorégulations.

Refaire le régime mixte

Si ce diagnostic est exact, et j'en arrive à ma conclusion, il définit une perspective claire quant à ce qui est devant nous et quant aux tâches qui nous attendent. Non pas pour après-demain mais à l'échelle des décennies qui viennent c'est le véritable temps de la politique. Nous avons à reconstruire le régime mixte, équilibré, faisant droit ensemble aux trois dimensions de l'autonomie, que doit être la démocratie. Il ne sera pas le même que celui que nous étions parvenus à édifier, voici maintenant déjà longtemps et dont la formule est en train d'achever de se désarticuler. Mais il est essentiel de tirer les leçons de la première crise de la démocratie que nous avons traversée et des premières solutions qui lui ont été apportées. C'est ce qui peut nous guider le plus utilement quant à ce que notre nouvelle tâche suppose. Nous avons là un solide appui pour essayer de savoir comment nous pourrions édifier une démocratie plus digne de sa définition, de manière plus réfléchie et plus méthodique que par le passé, en évitant les catastrophes qui nous menacent. J'espère que nous ne sommes pas en 1900, *mutatis mutandis*, avec toutes les différences que j'ai marquées. J'espère qu'il ne nous faudra pas l'équivalent de 1914, de 1917 et de 1933, pour atteindre ce but.